

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Eh bien, monsieur le Président, permettez-moi de profiter de l'occasion pour féliciter le député d'avoir été nommé porte-parole officiel de son parti en matière d'affaires extérieures. Nous organiserons à son intention des séances d'information sur des questions concernant l'Amérique centrale et toute autre région sur laquelle il est manifestement mal informé.

● (1440)

Le Canada croit que les problèmes fondamentaux de l'Amérique centrale sont d'origine socio-économique. Il faut donc agir sur le plan social et économique et non militaire. Nous avons exprimé clairement cette opinion à diverses occasions. Nous avons pris des mesures concrètes, afin d'appuyer notre position. Nous avons triplé l'aide au développement pour les pays de l'Amérique centrale.

Nous donnons l'exemple en nous efforçant de laisser le groupe du Contadora jouer son rôle.

Nous avons signalé notre intention de contribuer à la solution de conflits de frontière qui pourraient surgir dans la région.

C'est là la position du Canada et celle que le premier ministre a exposée, et nous entendons poursuivre dans cette voie.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ENVIRONNEMENT**LES PLUIES ACIDES—LES EFFETS NÉFASTES SUR LA PÊCHE COMMERCIALE DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE**

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Les pluies acides qui viennent des États-Unis ont empoisonné de nombreux réseaux hydrographiques dans l'est du Canada. Selon le rapport de notre envoyé spécial, 90,000 emplois seraient menacés dans les pêches commerciales de l'Atlantique. Le ministre peut-il nous dire qui devra payer pour ces 90,000 emplois? Les contribuables canadiens devront-ils faire les frais eux-mêmes de la contamination de nos eaux par les Américains?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je me demande si le député s'imagine que les Canadiens ont la conscience bien nette à cet égard. Nous sommes responsables de la moitié des émissions qui causent les pluies acides si néfastes pour nos poissons, nos lacs, nos cours d'eau et nos forêts. Nous avons notre part de responsabilité. A cause de cela, le gouvernement fédéral s'est entendu avec les sept provinces les plus coupables pour réduire de moitié, selon les données de 1980, les émissions acides d'ici 1994. C'est là un résultat appréciable. C'est tout à l'honneur du Canada et cette décision nous confère une certaine autorité morale quand nous tentons de convaincre les américains d'en faire autant.

LE NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, le ministre sait-il que le taux d'acidité des réseaux hydrographiques de l'Est est 12 fois plus élevé qu'il y a 30 ans? Cette situation met en péril le saumon de l'Atlantique et entraînera la suppression de nombreux, très nombreux emplois. Voudrait-il maintenant nous dire qui donc, par tous les diables, en fera les frais?

Des voix: Règlement!

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Hnatyshyn: Quelle pauvreté de vocabulaire.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Ces paroles... à l'ordre, s'il vous plaît.

M. Skelly: Puis-je les retirer?

M. le Président: Le député veut retirer ses dernières paroles?

M. Skelly: Oui, et je demande qui, par tous les saints, fera les frais de la suppression de ces 90,000 emplois?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, les saints, le député ne les verra sans doute jamais.

M. Turner (Vancouver Quadra): Les saints ou le Diable?

M. Hnatyshyn: Comme il est néo-démocrate, il ira au purgatoire.

M. McMillan: Le député veut savoir qui assumera les frais. Je vais le lui dire. D'abord le gouvernement fédéral versera 300 millions d'ici quatre ans. Les sept provinces concernées participeront aussi au gigantesque effort national en vue de réduire les pluies acides, dont l'initiative revient à notre gouvernement. Le coût total sera de 2 milliards et les entreprises devront en payer à peu près la moitié.

* * *

LES JEUNES**LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES**

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État (Jeunesse). Le sénateur Hébert nous a rappelé qu'il y a plus de 750,000 jeunes Canadiens sans emploi. La ministre sait maintenant que les Canadiens sont généralement d'accord pour dire que les efforts du gouvernement sont insuffisants. Nous devons faire davantage pour venir en aide à cette génération perdue. La ministre a-t-elle compris le message et est-elle disposée à faire quelque chose à ce sujet?

[Français]

L'hon. Andrée Champagne (ministre d'État (Jeunesse): Monsieur le Président, le gouvernement est très au courant qu'il existe d'énormes difficultés pour les jeunes. C'est pourquoi nous avons mis sur pied des programmes de création d'emplois et de formation pour reprendre...